

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le club des amis de la LOLF est lancé !

Alain Lambert, ancien ministre et sénateur de l'Orne (UMP) et Didier Migaud, député de l'Isère et ancien rapporteur général du budget (PS) créent le club des amis de la LOLF, lors d'une réunion fondatrice au Sénat, le mercredi 25 janvier 2006, de 18h30 à 20h30.

Le club des amis de la LOLF rassemble une **centaine de membres issus d'univers différents - personnalités politiques de droite comme de gauche, chefs d'entreprise, responsables d'administration, universitaires** - qui soutiennent la démarche de la loi organique relative aux lois de finances afin de doter la France d'une gestion publique plus performante.

Dans la continuité du consensus qui a porté la réforme budgétaire, Alain Lambert et Didier Migaud, qui étaient à l'origine du vote de la LOLF en 2001, sont convaincus *« l'engagement partagé de la sphère politique et de la société civile est une clé de la modernisation de l'État. »*. *« Alors que la LOLF vient d'entrer en vigueur, nous voulons développer le partage d'expériences entre les managers publics et les amis de la LOLF pour contribuer au succès de la nouvelle gestion publique »* expliquent Alain Lambert et Didier Migaud.

Lors de leur première réunion à laquelle sont conviés les responsables de programme de l'administration - « les nouveaux patrons de l'administration » -, les membres du club rendent public **« le manifeste des amis de la LOLF »** et lancent deux initiatives :

1/ « les tandems de la LOLF »

Des duos « responsable d'entreprise – responsable de programme » se constituent pour favoriser les échanges sur les enjeux de gestion et de management entre les secteur privé et public. **Serge WEINBERG, président du conseil d'administration d'Accor**, et **Sophie VILLERS, responsable du programme Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation**, constitue le premier tandem.

2/ « le partage des bonnes pratiques »

Le club de la LOLF souhaite faire connaître largement des exemples de bonne gestion pouvant inspirer les gestionnaires publics français. **Anne-Marie IDRAC, PDG de la RATP**, témoigne ainsi de son expérience à la tête d'une entreprise publique en transformation. Les réformes de la gestion publique au Canada et en Suède font l'objet d'échanges, avec la participation de **Jocelyne BOURGON, ambassadeur du Canada auprès de l'OCDE** et par **Anna STELLINGER**, chargée de recherche à la fondation pour l'innovation politique.

Le club des amis de la LOLF a déjà rallié de nombreux soutiens, au sein du monde politique (ministres, parlementaires de deux chambres), au sein du monde de l'entreprise (8 dirigeants d'entreprises du CAC 40 parmi lesquels Claude BEBEAR, Henri de CASTRIES, Maurice LEVY, Louis SCHWEITZER, MICHEL PEBEREAU...) et au sein de la fonction publique. Il est également ouvert aux partenaires sociaux.

La liste des amis de la LOLF est disponible
sur www.minefi.gouv.fr/lolf

Les entreprises partageant l'approche bipartisane de ce qui est la constitution financière française, c'est avec plaisir que j'accepte votre proposition de participer à vos travaux. De bonnes finances publiques favorisent des entreprises prospères et comme la réciproque est également vraie, il y a un intérêt commun à mettre en œuvre les nouvelles techniques de gestion efficaces qui doivent résulter de la loi organique.

Bertrand COLLOMB, président de l'association française des entreprises privées,
président du conseil d'administration de Lafarge

Je suis ravi de cette initiative qui rassemble des personnes croyant à la nécessité de la LOLF et prêtes à diffuser son message en dépassant les clivages politiques et institutionnels.

Louis SCHWEITZER, président du conseil d'administration de Renault

La LOLF est à la fois une lourde tâche et une opportunité historique, bousculant les habitudes et ouvrant de nouveaux champs d'action. C'est dans la durée et progressivement que tous les ressorts de la LOLF pourront jouer à plein et contribuer puissamment à l'amélioration de la gestion publique. La création du « club des amis de la LOLF » constitue donc une initiative heureuse pour aider les protagonistes à mener à bien leur tâche, en respectant au plus près la volonté du législateur organique. »

Pierre-Mathieu DUHAMEL, directeur du Budget

Contacts :

- Alain Lambert
 - par courriel : bureau.a.lambert@senat.fr
 - par téléphone : 01 42 34 37 62

- Didier Migaud
 - Par courriel : secretariat-dmigaud@assemblee-nationale.fr
 - Par téléphone : 01 40 63 55 88



Carte d'identité

nom : Les amis de la LOLF

date de naissance : 25 janvier 2006

statut : club informel

créateurs : les deux « pères fondateurs » de la LOLF

- ✓ **Alain Lambert**, Sénateur de l'Orne, ancien ministre du Budget,
- ✓ **Didier Migaud**, député de l'Isère, ancien rapporteur général du Budget

membres : 100 personnalités

- ✓ de la **sphère politique** (ministres, parlementaires de droite comme de gauche)
- ✓ de l'**entreprise** (une dizaine de dirigeants de sociétés du CAC 40, des responsables d'entreprises publiques)
- ✓ de la **fonction publique** (ministères, Cour des comptes, Conseil d'État, Cour de cassation, banque de France...)
- ✓ de la **sphère sociale**
- ✓ de l'**université**
- ✓ **des médias**

La liste des amis de la LOLF est disponible sur www.minefi.gouv.fr/lolf

notre conviction

« L'engagement partagé de la sphère politique et de la société civile pour la nouvelle gestion publique est un levier décisif de la modernisation de l'État. »

notre vocation :

Les amis de la LOLF soutiennent la dynamique de modernisation lancée par la loi organique relative aux lois de finances, en veillant à la mise en oeuvre de la LOLF et en accompagnant les acteurs du changement

nos premières initiatives :

- ✓ **le partage des bonnes pratiques** pouvant inspirer les gestionnaires publics, qu'elles viennent du secteur public ou privé, de la France ou de l'étranger
- ✓ **la constitution de « tandems de la LOLF »**, duo d'un responsable de programme et d'un dirigeant d'entreprise afin de favoriser les échanges entre gestionnaires.

Contact

Club des amis de la LOLF

Bureau d'Alain Lambert, Palais du Luxembourg, 15 rue de Vaugirard – 75 006 Paris
Courriel : bureau.a.lambert@senat.fr / Téléphone : 01 42 34 37 62 / Fax : 01 42 34 43 92

Le manifeste des amis de la LOLF

Depuis le 1er janvier 2006, il y a du nouveau dans la gestion publique. Le citoyen ne le voit sans doute pas encore mais l'État a adopté de nouvelles règles de gestion fondées sur l'exigence de performance et de transparence. Alors que l'on n'a jamais autant parlé de la dette publique, de l'efficacité de l'action publique et des effectifs de la fonction publique, l'administration française a enfin un cadre pour se moderniser en profondeur, grâce à la LOLF.

La loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 conduit l'État à adopter une méthode nouvelle qui fait partout ses preuves : définition d'une stratégie et d'objectifs clairs en amont pour chaque politique publique, engagement des responsables de l'administration sur la performance en contrepartie d'une plus grande autonomie, évaluation des actions menées grâce à des indicateurs précis, contrôle renforcé du Parlement qui peut vérifier l'utilisation de l'argent public au regard des objectifs. En aucun cas, la LOLF ne vise en tant que telle l'augmentation ou de la réduction des budgets, qui restent du ressort des choix politiques des gouvernements.

L'application de la LOLF, une chance que nous voulons saisir

En tant que citoyens soucieux de la chose publique, quelles que soient nos convictions politiques et nos activités professionnelles, nous voulons que l'État saisisse cette chance historique de modernisation. Nous souhaitons que la LOLF s'applique pleinement pour une meilleure gestion publique au bénéfice de tous. Responsables politiques, dirigeants d'entreprise, fonctionnaires, universitaires, partenaires sociaux, journalistes, nous avons donc souhaité nous réunir de façon informelle dans « le club des amis de la LOLF »

Lieu d'échanges entre la sphère politique, la société civile et la fonction publique, le club des amis de la LOLF supporte toutes les initiatives qui s'inscrivent dans la logique de la LOLF et favorisent la modernisation de l'État.

Notre engagement ne porte pas sur le choix des politiques à mettre en œuvre. Le consensus qui s'est formé autour de la LOLF est un atout majeur de cette réforme ; nous sommes déterminés à le faire vivre. La seule ambition des amis de la LOLF est que les politiques votées par le Parlement soient mises en œuvre de la façon la plus efficace, pour le citoyen, l'utilisateur et le contribuable.

La gestion publique, en parler c'est bien. S'engager concrètement à l'améliorer, c'est mieux !

Dans cet esprit, au-delà du club de réflexion, les amis de la LOLF constituent une force de propositions et d'actions. Nous veillons attentivement à la mise en œuvre de la réforme et nous soutenons les acteurs du changement au sein de l'administration d'État. Nous voulons également faire souffler l'esprit de la LOLF dans toute la sphère publique afin que les principes de la loi prennent corps au sein des collectivités territoriales, des organismes de sécurité sociale et de l'ensemble des opérateurs publics. D'ores et déjà, nous lançons deux initiatives :

Première initiative : œuvrer pour le partage des meilleures pratiques de gestion

Les amis de la LOLF souhaitent faire connaître largement les exemples de bonne gestion qui pourraient inspirer l'administration française, qu'ils proviennent du secteur public, para-public ou privé, de la France ou de l'étranger. Dans nos réunions et à travers la presse, nous donnerons l'occasion à des personnalités d'expliquer comment elles ont conduit des réformes opérantes au sein de leurs entités. Notre objectif est ainsi que l'administration française prenne le meilleur de ce qui existe ailleurs et l'adapte selon ses spécificités pour mieux remplir ses missions.

Les réformes de la gestion publique en Suède et au Canada sont les premiers exemples que nous voulons faire partager. Leur inspiration différente prouve combien la dynamique réformatrice n'est pas une question idéologique.

Deuxième initiative : proposer des tandems « responsable de programme – responsable d'entreprise »

Les 80 responsables de programme sont les nouveaux « patrons de l'administration », à la tête des grandes politiques publiques. Dans leurs nouvelles fonctions managériales, ils sont confrontés à des défis que connaissent tous les managers du monde de l'entreprise. Ils peuvent avoir intérêt à confronter leurs approches pour en tirer le meilleur parti.

Les amis de la LOLF proposent donc de constituer des tandems avec les responsables de programme. Le principe est simple : un responsable d'entreprise privée ou publique s'engage à consacrer du temps à un responsable de programme volontaire pour échanger sur des enjeux de management : la conduite du changement, la motivation des collaborateurs, la définition d'objectifs, l'amélioration du contrôle de gestion..., pour lui ouvrir les portes de son entreprise, pour lui faire rencontrer des responsables de son entité : directeur des ressources humaines, responsable des achats, directeur immobilier, ...

Il ne s'agit pas de faire du « coaching » ou de « plaquer » les méthodes du secteur privé sur l'administration alors que leurs finalités sont bien différentes. Il s'agit d'ouvrir des espaces de partage et de discussion sur la gestion entre responsables d'administration et responsables d'entreprise. Ces tandems fonctionneront chacun à leur rythme, le club veillant à éviter tout conflit d'intérêt lors de la constitution des équipes.

Un engagement dans la durée

Voilà comment, concrètement, les amis de la LOLF s'engagent à soutenir les agents de l'État engagés dans la modernisation de la gestion publique. Ce soutien s'exprimera dans la durée, au fil de nos réunions, par notre vigilance et notre liberté de parole sur la mise en place de la nouvelle gestion publique.

Avec la LOLF, l'administration française a commencé une mue profonde. Elle ne l'accomplira complètement qu'avec le soutien de la sphère politique, de la société civile et des partenaires sociaux. A notre niveau, sans tapage, ni arrières pensées, nous sommes décidés à encourager les avancées de l'État. Tous les hommes et les femmes de bonne volonté peuvent se joindre à nous.

Les amis de la LOLF

Alain Lambert, sénateur de l'Orne et Didier Migaud, député de l'Isère ainsi qu'une centaine de responsables politiques, de hauts fonctionnaires, de responsables d'entreprise, de partenaires sociaux et d'universitaires

« Paroles de membres »



Des responsables politiques...

Je ne peux que souscrire à cette excellente idée qu'est la création du club des amis de la LOLF. Il me paraît essentiel que ceux qui appuient la LOLF montrent publiquement l'importance de cette réforme.

**Jean-François COPÉ, ministre délégué au Budget et à la Réforme de l'État,
porte-parole du Gouvernement**

Alors que la LOLF vient d'entrer en vigueur, nous voulons développer le partage d'expériences entre les managers publics et les amis de la LOLF pour contribuer au succès de la nouvelle gestion publique. L'engagement partagé de la sphère politique et de la société civile est une clé de la modernisation de l'État.

Alain LAMBERT, sénateur de l'Orne et Didier MIGAUD, député de l'Isère

La LOLF est un formidable outil au service de la modernisation de l'Etat. Depuis 2001, elle entre progressivement dans les faits. Mais, il reste encore beaucoup à faire pour qu'elle soit aux yeux de tous l'instrument d'une gestion publique efficace et transparente. Aujourd'hui, plus que jamais, c'est l'esprit de la LOLF qu'il faut faire prévaloir. Je suis sûre que les amis de la LOLF y veilleront..

**Florence PARLY, présidente du Directoire
de l'Agence Régionale de Développement Paris Ile de France
Ancienne secrétaire d'État au Budget**

« Des dirigeants d'entreprise...

Les entreprises partageant l'approche bipartisane de ce qui est la constitution financière française, c'est avec plaisir que j'accepte votre proposition de participer à vos travaux. De bonnes finances publiques favorisent des entreprises prospères et comme la réciproque est également vraie, il y a un intérêt commun à mettre en œuvre les nouvelles techniques de gestion efficaces qui doivent résulter de la loi organique.

**Bertrand COLLOMB, président de l'association française des entreprises privées,
président du conseil d'administration de Lafarge**

Notre travail ensemble sur la dette m'a permis de mesurer l'importance de la loi organique pour l'avenir de notre pays.

Michel PEBEREAU, président de BNP Paribas

Je suis ravi de cette initiative qui rassemble des personnes croyant à la nécessité de la LOLF et prêtes à diffuser son message en dépassant les clivages politiques et institutionnels.

Louis SCHWEITZER, président du conseil d'administration de Renault

Pour tous ceux qui estiment que la belle construction institutionnelle qu'est notre État doit être modernisée pour demeurer un atout fondamental pour notre pays dans le monde contemporain, la LOLF constitue une initiative décisive. Le « club des amis de la LOLF » sera très utile pour faire vivre cette réforme et pour l'implanter durablement dans les comportements.

Christian STOFFAES, délégué général Participations internationales et Gaz d'EDF.



Des serviteurs de l'État...

« Conscient de l'importance des enjeux - La LOLF réforme en profondeur le droit budgétaire français en changeant le cadre de la gestion publique pour l'orienter vers le contrôle de la performance et une plus grande responsabilité des gestionnaires, en renforçant la transparence des informations budgétaires et la portée de l'autorisation parlementaire -, c'est avec un grand plaisir et un vif intérêt que je participerai aux réunions du club. »

**Jean-Raphaël ALVENTOSA, rapporteur général
« Exécution du budget et comptes de L'État » à la Cour des comptes**

Partagent les objectifs et convictions du club des amis de la LOLF, c'est avec grand intérêt que je poursuis avec vous la réflexion sur la profonde réforme budgétaire que vous avez initiée.

Guy CANIVET, Premier Président de la Cour de Cassation

La LOLF offre à l'Administration française une opportunité exceptionnelle de modernisation.

Jean-Michel CHARPIN, directeur général de l'INSEE

Il me paraît très utile que tous ceux qui croient encore en la possibilité pour l'État de se réformer deviennent de véritables sponsors de cette loi que vous avez portée sur les fonds baptismaux.

Claude D'HARCOURT, préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris

La LOLF est à la fois une lourde tâche et une opportunité historique, bousculant les habitudes et ouvrant de nouveaux champs d'action. C'est dans la durée et progressivement que tous les ressorts de la LOLF pourront jouer à plein et contribuer puissamment à l'amélioration de la gestion publique. La création du « club des amis de la LOLF » constitue donc une initiative heureuse pour aider les protagonistes à mener à bien leur tâche, en respectant au plus près la volonté du législateur organique. »

Pierre-Mathieu DUHAMEL, directeur du Budget

Je soutiens pleinement votre initiative de dialogue et d'échange avec le monde politique, les entreprises et l'enseignement supérieur. Je pense qu'il contribuera activement à la promotion de l'esprit de la LOLF, qui vise à redonner toute sa place au Parlement dans le pilotage des finances publiques et à faire émerger une nouvelle culture de la performance pour améliorer la gestion publique. »

Frank MORDACQ, directeur général de la modernisation de l'État

Très attaché au progrès que constitue indéniablement la LOLF dans l'évolution de la gestion publique, c'est avec plaisir que je participe à ce club de réflexion et d'échange.

Christian NOYER, gouverneur de la Banque de France

La liste des amis de la LOLF est disponible sur www.minefi.gouv.fr/lolf

Liste des membres

	NOM	Prénom	Titre	Organisme
Monsieur	ALPHANDERY	Edmond	Président du conseil de surveillance	CNP - Assurances SA
Monsieur	ALVENTOSA	Jean-Raphael		Cour des Comptes
Monsieur	AMELLER	Michel	Ancien membre du Conseil constitutionnel	Conseil constitutionnel
Monsieur	ARTHUIS	Jean	Président de la commission des Finances	Sénat
Monsieur	ARTUS	Patrick	Directeur des études économiques	Ixis Corporate & Investment Bank
Monsieur	AUBERGER	Philippe	Député de l'Yonne	Assemblée Nationale
Monsieur	AUBERT	Jean-Pierre	Président	Consortium de réalisation
Monsieur	BARILARI	André	Président	Comité interministériel d'audit des programmes - M
Monsieur	BARROT	Jacques	Vice-président de la Commission européenne, chargé des transports	Commission européenne
Monsieur	BASSERES	Jean	Secrétaire général	Ministère des Finances
Monsieur	BAYLE	Jacques-Louis	Inspecteur général des finances	Ministère de l'Economie et des Finances
Monsieur	BEBEAR	Claude	Président du Conseil de surveillance	AXA
Madame	BEDAGUE	Véronique	Directrice financière de la ville de Paris	Hôtel de Ville
Monsieur	BERNARD	Daniel		
Monsieur	BERT	Thierry	Directeur général	France Télévisions
Monsieur	BETBEZE	Jean-Paul	Conseiller du Président	Crédit agricole SA
Monsieur	BOCKEL	Jean-Marie	Sénateur du Haut-Rhin	Sénat
Monsieur	BOHBOT	Guy	Directeur Département formation secteur public	Revue fiduciaire
Monsieur	BOISIVON	Jean-Pierre	Délégué général de l'Institut de l'entreprise	Institut de l'Entreprise
Monsieur	BOISSIEU	Christian de	Président délégué du Conseil d'analyse économique auprès du Premier Ministre	Conseil d'analyse économique
Madame	BOURÇON	Jocelyne	Ambassadrice du Canada auprès de l'OCDE	
Monsieur	BOUVIER	Michel	Professeur	Université Paris I
Monsieur	BRARD	Jean-Pierre	Secrétaire de la Commission des Finances	Assemblée nationale
Monsieur	BRIAULT	Jean-Claude	en charge des finances et du budget	Gouvernement de la Nouvelle Calédonie
Monsieur	BRUNETIERE	Jean-René	Ingénieur général des Ponts et Chaussées	Mission d'inspection générale territoriale
Monsieur	BURGELIN	Jean-François	Procureur général honoraire	Cour de Cassation
Monsieur	CANIVET	Guy	Premier Président	Cour de Cassation
Monsieur	CANNAC	Yves	Membre du Conseil économique et social	Conseil Economique et Social

Liste des membres

	NOM	Prénom	Titre	Organisme
Monsieur	CARCASSONNE	Guy	Professeur	Université de Paris X
Monsieur	CARCENAC	Thierry	Député du Tarn	Assemblée nationale
Monsieur	CARREZ	Gilles	Rapporteur général du budget	Assemblée nationale
Monsieur	CASTRIES	Henri de	Président du directoire	AXA
Monsieur	CHAPELIN DE LA VILLEGUERIN	Yves	Directeur général	La Revue fiduciaire
Monsieur	CHARETTE	Hervé de	Député du Maine-et-Loire - Président de la Convention Démocrate	Convention Démocrate
Monsieur	CHARPIN	Jean-Michel	Directeur général	INSEE
Monsieur	CHEVENEMENT	Jean-Pierre	Maire	Belfort
Monsieur	COLLOMB	Bertrand	Président du conseil d'administration	Lafarge
Monsieur	COLMOU	Yves	Consultant	Cabinet Progress
Monsieur	COURSON	Charles de	Secrétaire de la Commission des Finances	Assemblée nationale
Monsieur	CREMEL	Bruno	Directeur général France	FNAC
Monsieur	CROISSET	Charles de	Vice chairman	Goldman Sachs Europe
Monsieur	DARROIS	Jean-Michel	Avocat à la cour d'appel de Paris	
Madame	de HAAS	Florence	Vice-Président	Publicis Consultants
Monsieur	d'HARCOURT	Claude		Ministère de l'Intérieur
Monsieur	DUHAMEL	Pierre-Mathieu	Directeur du budget	Ministère de l'Economie et des Finances
Monsieur	DUMAS	Claude	Directeur des relations extérieures	Publicis Consultants
Monsieur	DURIEUX	Bruno	Président du Comité national des conseils du commerce extérieur de la France	CNCCCF
Monsieur	FABIUS	Laurent	Député de la Seine maritime	Assemblée nationale
Monsieur	FITOUSSI	Jean-Paul	Président de l'Observatoire français des conjonctures économiques	OFCE
Monsieur	FORGES	Sylvain de	Directeur des opérations financières	Veolia environnement
Monsieur	FORNI	Raymond	Président du Conseil régional de Franche Comté	Hotel de Région
Monsieur	FOURCADE	Jean-Pierre	Sénateur des Hauts-de-Seine	Sénat
Monsieur	FRANÇOIS	Jean-Jacques	Trésorier payeur général	Ministère de l'Economie et des Finances
Monsieur	FRANCOIS-PONCET	Jean	Sénateur de Lot-et-Garonne	Sénat
Madame	FRISON-ROCHE	Marie-Anne	Professeur des Universités de l'Institut d'études politiques de Paris	Sciences-Po Paris
Monsieur	FRYDMAN	Patrick	Secrétaire général	Conseil d'Etat

Liste des membres

	NOM	Prénom	Titre	Organisme
Monsieur	GUILY	Eric	Président	Publicis Consultants
Monsieur	GUILLAUME	Henri	Inspecteur général des finances	Ministère de l'Économie et des Finances
Monsieur	HAENEL	Hubert	Sénateur du Haut-Rhin	Sénat
Madame	IDRAC	Anne-Marie	Présidente-directrice générale	RATP
Monsieur	JACQUET	Nicolas	Directeur général	CCIP
Monsieur	JACQUET	Pierre	Directeur de la stratégie	AFD
Monsieur	JACQUILLAT	Bertrand	Professeur	Sciences-Po Paris
Monsieur	JEANNENEY	Jean-Noël	Président de la Bibliothèque nationale de France	BNF
Monsieur	JOUYET	Jean-Pierre	Inspecteur général des finances	Ministère de l'Économie et des Finances
Monsieur	JOXE	Pierre	Membre du Conseil constitutionnel	Conseil constitutionnel
Monsieur	KERVASDOUE	Jean de	Professeur au Conservatoire national des arts et métiers	CNAM
Monsieur	KESSLER	Denis	Président-directeur général	Groupe SCOR
Monsieur	LACHARRIERE	Marc de	Président de Fimalac	FIMALAC
Monsieur	LACHENAUD	Jean-Philippe	Avocat à la cour d'appel de Paris	Parlement Européen
Monsieur	LAMASSOURE	Alain	Député au Parlement européen	Direction générale de la comptabilité publique - Min
Monsieur	LAMIOT	Dominique	Directeur général	Préfecture d'Ile-de-France
Monsieur	LANDRIEU	Bertrand	Préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris	Préfecture de Corse
Monsieur	LEMAS	Pierre-René	Préfet de Corse	Préfecture de Corse
Madame	LENOIR	Noëlle	Of counsel	Debevoise & Plimpton LLP
Monsieur	LEVY	Maurice	Président du directoire	Publicis Groupe
Monsieur	LIAUTAUD	Bernard	PDG	Business Objects
Monsieur	LOGEROT	François	Ancien Premier Président	Cour des Comptes
Monsieur	LORENZI	Jean-Hervé	Conseiller du directoire de la Compagnie Financière E. de Rothschild	Compagnie Financière E. de Rothschild
Madame	LUBOCHINSKY	Catherine	Professeur	Université Paris II
Madame	MAHIEUX	Sophie	Payeuse générale	Paierie générale du Trésor
Monsieur	MARINI	Philippe	Rapporteur général du budget	Sénat
Monsieur	de MARTEL	Claude		
Monsieur	MARTINAND	Claude	Vice-président du Conseil général des ponts et chaussées	CGPC - Ministère de l'Équipement
Monsieur	MEHAIGNERIE	Pierre	Député d'Ile-et-Vilaine	Assemblée Nationale
Monsieur	MENEMENIS	Alain	Membre de la section des finances	Conseil d'État

Liste des membres

	NOM	Prénom	Titre	Organisme
Monsieur	MESTRALLET	Gérard	Président Directeur Général	Suez
Monsieur	MISTRAL	Jacques	Professeur	Sciences-Po Paris
Monsieur	MORDACQ	Frank	Directeur de la réforme budgétaire	Ministère des l'économie et des finances
Monsieur	NALLET	Henri	Conseiller pour les questions internationales du président	Laboratoire Servier
Monsieur	NOYER	Christian	Gouverneur de la Banque de France	Banque de France
Monsieur	OUDIN	Jacques	Conseiller maître à la Cour des Comptes	Cour des Comptes
Madame	PARLY	Florence	Présidente du Directoire	Agence régionale de développement Ile de France
Monsieur	PEYRELEVADE	Jean	Associé	Toulouse & Associés
Monsieur	PRADA	Michel	Président de l' Autorité des marchés financiers	AMF
Monsieur	RACINE	Bruno	Président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou	Centre Georges-Pompidou
Monsieur	RACINE	Pierre-François	Président de la cour administrative d' appel de Paris	Cour administrative d' appel de Paris
Monsieur	REYNIE	Dominique	Professeur des Univesités à l' Institut d' études politiques de Paris	Sciences-Po Paris
Monsieur	RIGAUD	Jacques	Président de l' Association pour le développement du mécénat industriel et commercial	
Monsieur	RODOCANACHI	Emmanuel	Senior European Corporate Adviser	Citigroup
Monsieur	ROUSSELY	François	Président	Crédit Suisse First Boston
Monsieur	ROUX	Dominique	Professeur	Université Paris Dauphine
Monsieur	SAINT ETIENNE	Christian	Professeur	Université Paris Dauphine
Monsieur	SARKOZY	Nicolas	Ministre d' Etat, ministre de l' Intérieur et de l' aménagement du territoire	Président de l' UMP
Monsieur	SAUVE	Jean-Marc	Secrétaire général du Gouvernement	SGG - Hôtel Matignon
Monsieur	SCHWEITZER	Louis	Président du Conseil d' Administration	Renault
Monsieur	SPITZ	Bernard	Gérant	BS Conseil
Madame	STELLINGER	Anna	Chargée d' études	Fondation pour l' innovation politique
Monsieur	STOFFAES	Christian	Délégué général	EDF
Monsieur	TALY	Michel	Associé	Cabinet Landwell
Monsieur	THEVENIN	Paul	Trésorier-payeur général honoraire	
Monsieur	TORDJMAN	Jean-Daniel	Inspecteur général des Finances	MINEFI
Madame	TROSA	Sylvie	Chargée de mission	Ministère des affaires sociales
Madame	VAN LERBERGHE	Rose-Marie	Directrice générale de l' Assistance publique-Hôpitaux de Paris	AP-HP
Monsieur	VEDRINE	Hubert	Associé gérant	Hubert Védrine Conseil
Monsieur	VITRY	Daniel	Professeur	Université Paris II
Monsieur	WEINBERG	Serge	Président du Conseil d' Administration	Accor
Monsieur	WERNER	Patrick	Directeur général délégué, directeur des activités financières	La Poste
Monsieur	WORMS	Gérard	Associé-gérant	Rothschild et Cie